

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

■ *Journal officiel* du 15 décembre 2007

**Arrêté du 7 décembre 2007 portant extension d'avenants à la  
convention collective nationale des transports routiers et des  
activités auxiliaires du transport (n° 16)**

NOR : MTST0771976A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, et le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1955 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 juillet 2007, portant extension de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport du 21 décembre 1950 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 73 à l'annexe IV du 13 juillet 2007 sur les rémunérations annuelles minimales professionnelles garanties dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 81 à l'annexe III du 13 juillet 2007 sur les salaires mensuels garantis et les indemnités complémentaires dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 83 à l'annexe II du 13 juillet 2007 sur les salaires mensuels garantis et les indemnités complémentaires dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 97 à l'annexe I du 13 juillet 2007 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 4 du 24 juillet 2007 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transport de déménagement (barèmes annexés) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant n° 51 du 13 juillet 2007 à l'annexe I de la convention collective susvisée, relatif aux frais de déplacement des ouvriers des entreprises de transport sanitaire et de transport de voyageurs (1 barème) ;

Vu les demandes d'extension présentées par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 31 octobre et 14 novembre 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrêtent :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des transports routiers et activités auxiliaires du transport du 21 décembre 1950, tel que modifié par l'accord du 30 juin 2004, les dispositions de :

- l'avenant n° 73 à l'annexe IV du 13 juillet 2007 sur les rémunérations annuelles minimales professionnelles garanties dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail ;
- l'avenant n° 81 à l'annexe III du 13 juillet 2007 sur les salaires mensuels garantis et les indemnités complémentaires dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail ;
- l'avenant n° 83 à l'annexe II du 13 juillet 2007 sur les salaires mensuels garantis et les indemnités complémentaires dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail ;
- l'avenant n° 97 à l'annexe I du 13 juillet 2007 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transports routiers de voyageurs (barèmes annexés) à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail ;
- l'avenant n° 4 du 24 juillet 2007 sur les rémunérations conventionnelles dans les entreprises de transport de déménagement à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

### Article 3

Le directeur général du travail au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et le directeur des transports maritimes, routiers et fluviaux au ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 2007.

*Le ministre du travail, des relations sociales  
et de la solidarité,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*

E. FRICHET-THIRION

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
du développement et de l'aménagement durables,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur du travail  
et des affaires sociales,*

J.-M. CRANDAL

*Nota.* – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicules conventions collectives n° 2007/40 et n° 2007/41, disponibles à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.